La livre sterling, nouvelle cible des marchés

02/03/2010 à 6h12

On dit l'euro sous pression, vulnérable, attaqué… A écouter le gérant star Jim Rogers, il y a plus fragile encore : la livre sterling. Une monnaie *"au bord de l'effondrement"*, selon l'ancien associé du financier américain George Soros, avec lequel il avait fondé le célèbre *hedge fund* Quantum dans les années 1970.

"La livre est déjà dévaluée par rapport à presque toutes les devises sauf le dollar zimbabwéen", a aimablement fait remarquer M. Rogers, jeudi 25 février. *"Elle sera particulièrement exposée d'ici les élections au Royaume-Uni."*

De fait, la livre est tombée vendredi à 1,5167 dollar, son cours le plus bas depuis mai 2009. Depuis le début de l'année, la devise britannique s'est dépréciée de 5,5 % par rapport au billet vert. Et la chute n'est pas finie, si l'on en croit les prévisions de George Magnus, le très respecté chef économiste d'UBS à Londres.

En cas de victoire des conservateurs aux élections législatives, prévues d'ici à juin 2010, la livre sterling pourrait dégringoler à 1,05 dollar, affirme M. Magnus. A un cheveu du niveau tabou de parité de 1 pour 1 avec le billet vert.

Les tories ont promis des mesures d'austérité pour réduire le lourd déficit budgétaire du pays. Mais faut-il tailler en urgence dans les dépenses publiques ? Le Fonds monétaire international (FMI) recommande au contraire d'y aller prudemment. Tout comme les travaillistes de Gordon Brown, qui disent ne vouloir prendre aucun risque sur la croissance.

Selon les chiffres publiés vendredi, le Royaume-Uni est sorti

de la récession plus vigoureusement que prévu au quatrième trimestre 2009, avec un produit intérieur brut (PIB) en hausse de 0,3 %. Mais les experts s'accordent à pronostiquer un premier trimestre 2010 calamiteux.

Pour le futur gouvernement, le choix est cornélien. Soit il applique une politique restrictive, au risque d'hypothéquer la reprise. Soit il choisit d'attendre, en espérant garder la confiance des marchés, malgré la dérive des comptes publics. En 2009, le déficit budgétaire du Royaume-Uni représentait 11,8 % du PIB et devrait atteindre – comme la Grèce – 12,5 % en 2010.

> ***Fin janvier, Bill Gross, le directeur général du géant américain d'investissement obligataire Pimco, a déconseillé d'investir dans les bons du Trésor britanniques. Ceux-ci "reposent sur un lit de nitroglycérine", a-t-il lancé. Dans la foulée, l'agence de notation Fitch affirmait que la note souveraine du pays figurait parmi les plus vulnérables dans la catégorie AAA, la meilleure possible.***

"Le risque souverain qui a beaucoup pesé sur l'Europe ces derniers temps commence maintenant à impacter le Royaume-Uni", note David Deddouche, stratège à la Société Générale. Vendredi 19 février, le rendement des emprunts d'Etats britanniques à 10 ans – les *gilts* – est monté jusqu'à 4,27 %, un sommet depuis fin 2008.

Le gouverneur de la banque d'Angleterre (BoE), Mervyn King, a annoncé, mardi 23, que son institution était prête à reprendre, si nécessaire, son programme de *quantitative easing*. Une politique de création monétaire consistant à faire racheter directement par la BoE les bons du Trésor. Les taux à 10 ans se sont détendus pour atteindre, vendredi, 4,03 %, faisant s'éloigner le scénario d'une contagion de la crise grecque au royaume.

Côté grec d'ailleurs, les marchés s'offrent un sursis en attendant plus de détails sur un éventuel plan de sauvetage. L'euro remonte face au billet vert – il s'échangeait à 1,3610 dollar vendredi – et face à la livre. La devise britannique est tombée, vendredi, à 1,1176 euro, un plus bas depuis six semaines. Signe des temps ? En visite à Paris vendredi, Peter Mandelson, ministre britannique du commerce, s'est dit persuadé que le Royaume-Uni adopterait *"un jour"* la monnaie européenne.

Le Monde